



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire
Rome, 15–18 novembre 2021

Distribution: générale

Point de l'ordre du jour

Date: 4 octobre 2021

WFP/EB.2/2021/7-C/1

Original: anglais

Questions opérationnelles

Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Révisions de plans stratégiques de pays et de plans stratégiques de pays provisoires et augmentations budgétaires correspondantes approuvées par le Directeur exécutif ou par le Directeur exécutif et le Directeur général de la FAO (1er janvier–30 juin 2021)

1. Lors des consultations informelles organisées en prévision de la tenue de la deuxième session ordinaire de 2017 du Conseil d'administration, le PAM s'était engagé à informer régulièrement le Conseil des révisions et des augmentations budgétaires correspondantes concernant les plans stratégiques de pays (PSP) et les plans stratégiques de pays provisoires (PSPP) approuvés par le Directeur exécutif en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil d'administration, notamment les révisions et augmentations approuvées conjointement par le Directeur exécutif et le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)¹.
2. Conformément aux décisions du Conseil, les pouvoirs délégués au Directeur exécutif pour ce qui est de l'approbation des modifications comprennent²:
 - a) la révision de toute opération d'urgence limitée ou la révision d'un PSP, d'un PSPP ou d'un plan stratégique de pays provisoire de transition (PSPP-T) due à une situation d'urgence, avec l'approbation conjointe du Directeur général de la FAO pour toute augmentation supérieure à 50 millions de dollars É.-U.;

¹ Voir le document intitulé "Point sur la feuille de route intégrée" (WFP/EB.2/2017/4-A/1/Rev.1, approuvé par le Conseil dans sa décision 2017/EB.2/2), par. 105 à 112.

² Voir le document intitulé "Décisions et recommandations de la deuxième session ordinaire de 2017 du Conseil d'administration" [(WFP/EB.2/2017/11, décision 2017/EB.2/2, par. vi)], et *ibid.*, annexe II.

Coordonnateurs responsables:

M. R. Turner
Chef de Cabinet
Bureau du Directeur exécutif
Tél.: 066513-4262

M. D. Bulman
Directeur adjoint
Bureau d'appui à la gestion des opérations
tél.: 066513-2649

- b) la révision à la hausse d'au moins un effet direct stratégique d'un PSP, d'un PSPP ou d'un PSPP-T ayant pour domaine d'action privilégié le renforcement de la résilience ou les causes profondes, à condition que le montant total de la révision n'excède pas 25 pour cent du dernier montant du plan approuvé par le Conseil - en l'absence d'un tel montant pour un PSPP-T, le montant initialement approuvé par le Directeur exécutif - ou 150 millions de dollars;
 - c) la révision de composantes non liées à une situation d'urgence incluses dans un PSPP-T faisant suite à une opération d'urgence limitée;
 - d) la révision d'un PSP, d'un PSPP ou d'un effet direct stratégique financé intégralement par le pays hôte;
 - e) l'ajout à un PSP, un PSPP ou un PSPP-T d'un effet direct stratégique financé intégralement par le pays hôte dans le cas où celui-ci n'a pas demandé que le Conseil approuve ledit effet direct stratégique; et
 - f) les révisions relatives à des activités de prestation de services.
3. Le présent rapport porte sur les révisions et les augmentations budgétaires relatives à des PSP, des PSPP et des PSPP-T approuvées entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2021, telles que récapitulées ci-après et dans l'annexe.
4. Au cours de la période considérée, 30 révisions et augmentation budgétaires ont été approuvées. Sept d'entre elles l'ont été par le Directeur exécutif et le Directeur général de la FAO, cinq autres par le Directeur exécutif; sept ont été approuvées par des directeurs régionaux et 11 par des directeurs de pays en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués par le Directeur exécutif. Pour le PAM, le coût total de ces révisions s'élève à 3,18 milliards de dollars.

Révisions et augmentations budgétaires approuvées conjointement par le Directeur exécutif et le Directeur général de la FAO

5. **La deuxième révision du PSP pour le Nigéria (2019–2022)** vise à faire face à la détérioration de la situation sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition, qui s'explique par la poursuite de l'intensification du conflit dans le nord-est du pays et les répercussions de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19). En octobre 2020, les résultats du Cadre harmonisé ont fait apparaître que 3,4 millions de personnes vivant dans le nord-est du pays allaient se retrouver en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle pendant la période faisant suite aux récoltes, allant d'octobre à décembre 2020, soit une augmentation de 27 pour cent par rapport à la même période en 2019. Il était prévu que ce chiffre atteigne 4,7 millions de personnes pendant la période de soudure allant de juin à août 2021. Compte tenu de cette situation, cette révision vise à: transposer à plus grande échelle l'assistance d'urgence fournie sous la forme de distributions de vivres et de transferts de type monétaire aux populations en situation de grande vulnérabilité dans les zones prioritaires situées dans le nord-ouest et le sud du pays; élargir la portée de l'appui nutritionnel apporté aux enfants et aux femmes enceintes ou allaitantes; intensifier les efforts déployés pour renforcer les capacités et appuyer la formulation des politiques; et ajouter une activité de prestation de services à la demande pour renforcer l'intervention humanitaire. La révision permet de venir en aide à 1 047 910 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 2 243 187, pour un coût de 665 millions de dollars.

6. **La sixième révision du PSP pour l'Ouganda (2018–2025)** a pour objet de prolonger l'opération en cours jusqu'à la fin de 2025 et de procéder aux adaptations nécessaires pour faire concorder le cycle du PSP avec celui du troisième plan national de développement et du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (ci-après "Plan-cadre de coopération"). Le PAM a récemment mené une analyse de l'efficacité et une restructuration pour adapter sa présence et améliorer l'assistance qu'il apporte à ses bénéficiaires dans le cadre de ses programmes. Les résultats, pris en compte dans cette révision, ont ouvert la voie à une amplification des opérations de transferts de type monétaire, du renforcement des capacités et des programmes à dimension nutritionnelle, et à une série d'améliorations ciblées devant être apportées à la structure du bureau de pays en vue d'accroître les gains d'efficacité et d'optimiser les résultats. La révision permet de venir en aide à 432 758 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 3 120 449, pour un coût de 539 millions de dollars.
7. **La sixième révision du PSP pour le Burkina Faso (2019–2023)** fait suite à une dégradation de la situation humanitaire qu'a exacerbée l'intensification des attaques commises par des groupes armés non étatiques dans la zone frontalière entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso. Le conflit, le changement climatique et les répercussions socioéconomiques de la COVID-19 sont les principaux facteurs de l'insécurité alimentaire croissante au Burkina Faso, où l'on recense environ 3,3 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire. Cette révision vise à accroître sensiblement le nombre de bénéficiaires de l'intervention face à la crise dans le cadre d'un programme d'assistance intégré prévoyant la distribution de vivres et d'aliments nutritifs spécialisés et la réalisation de transferts de type monétaire. Les capacités du Gouvernement relatives aux programmes de filets de protection sociale, à la préparation aux situations d'urgence et aux interventions en cas de catastrophe seront consolidées au moyen d'une assistance technique adaptée. En outre, la résilience continuera d'être renforcée grâce à la création d'actifs, à l'appui aux moyens d'existence et à la mise à la disposition des ménages vulnérables et des petits exploitants de technologies agricoles innovantes; dans le même temps, les partenaires de l'action humanitaire bénéficieront de la transposition à plus grande échelle des services du PAM en matière de logistique et de télécommunications d'urgence. La révision permet de venir en aide à 1 252 421 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le total à 4 702 801 bénéficiaires, pour un coût de 291,6 millions de dollars.
8. **La septième révision du PSP pour le Mozambique (2017–2022)** vise à venir en aide aux populations en situation d'insécurité alimentaire touchées par l'intensification des conflits armés dans la province de Cabo Delgado, une sécheresse prolongée et des pertes agricoles considérables dues à des inondations et des cyclones sans précédents et à la pandémie de COVID-19. Cette révision prolonge également l'opération de six mois, jusqu'en juin 2022, afin que le prochain PSP concorde avec le Plan-cadre de coopération pour 2022–2026. Dans l'ensemble du pays, selon les estimations, le nombre de personnes exposées à une insécurité alimentaire aiguë devait augmenter et passer de 2,7 millions entre octobre et décembre 2020 à plus de 2,9 millions en avril ou mai 2021. Face à la hausse des besoins, cette révision vise à: transposer à plus grande échelle l'assistance apportée aux personnes déplacées touchées par les conflits dans le nord du Mozambique en associant des transferts de type monétaire et des distributions de vivres; mieux répondre aux besoins d'adaptation au changement climatique, par la voie de dispositifs d'assurance, de services climatiques et de mécanismes de financement fondés sur les prévisions; effectuer des transferts de type monétaire en milieu urbain au profit des ménages touchés par la COVID-19; distribuer dans les écoles des rations enrichies à emporter en vue d'améliorer les résultats en matière d'éducation; et réduire les pertes après récolte. La révision permet de venir en aide à 1 487 018 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 6 363 912, pour un coût de 281,2 millions de dollars.

9. **La sixième révision du PSP pour Haïti (2019–2023)** permet au PAM d'agir face à la détérioration de la situation sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition, qu'aggravent plusieurs facteurs, parmi lesquels la COVID-19. Cette dégradation fait suite à des troubles socioéconomiques et politiques qui agitent le pays depuis septembre 2019 et à une série de récoltes inférieures à la moyenne. Dans un contexte marqué par des élections législatives qui tardent à être organisées et des tensions entourant le projet de référendum constitutionnel, les perspectives sont sombres. Selon les prévisions, entre mars et juin 2021, 4,4 millions de personnes auraient besoin d'une assistance alimentaire et 1,2 million seraient gravement touchées par la faim. Cette révision accroît l'assistance vitale apportée aux populations touchées par une forte insécurité alimentaire sous la forme de distributions de vivres et, dans la mesure du possible, de transferts de type monétaire. Le PAM va également renforcer ses activités de création d'actifs et d'appui aux moyens d'existence et continuer d'assurer des services aériens d'aide humanitaire en 2021. Toutes ces mesures seront menées au carrefour de l'action humanitaire, du développement et de la paix, en collaboration avec des partenaires, en vue de faire reculer le nombre de personnes gravement touchées par la faim. La révision permet de venir en aide à 827 000 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 2 883 000, pour un coût de 188,5 millions de dollars.
10. **La septième révision du PSP pour le Zimbabwe (2017–2021)** tient compte de l'accroissement des besoins opérationnels dû à une situation préoccupante en matière de sécurité alimentaire, qui s'est aggravée sous l'effet d'une campagne agricole improductive pour la troisième fois consécutive, de la crise économique et des répercussions de la pandémie de COVID-19. Selon les estimations, 3,38 millions de personnes, soit 35 pour cent de la population rurale, sont aux prises avec l'insécurité alimentaire. La production céréalière de 2020 a été estimée à 1,2 million de tonnes, c'est-à-dire 28 pour cent en dessous des niveaux de production ordinaires. Cette révision augmente le nombre de bénéficiaires en milieu urbain au moyen de transferts de type monétaire et allonge la durée de l'assistance pendant la période de soudure pour suivre l'évolution de la campagne agricole due au changement climatique. Dans les zones rurales, le PAM augmentera les distributions de vivres, en tenant compte de la situation macroéconomique caractérisée par l'instabilité des prix, la forte hausse du prix des denrées alimentaires et des problèmes de liquidité. La révision permet de venir en aide à 345 000 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 4 927 656, pour un coût de 182,6 millions de dollars.
11. **La quatrième révision du PSPP pour la République arabe syrienne (2019–2021)** tient compte de la dégradation de la situation humanitaire dans le pays, qui a accentué les vulnérabilités. L'insécurité alimentaire a atteint des niveaux sans précédent dans tous les gouvernorats du pays en 2020. Il est estimé que 12,4 millions de personnes (60 pour cent de la population) sont en situation d'insécurité alimentaire, soit une augmentation de 57 pour cent par rapport à 2019. Cette insécurité alimentaire, exacerbée par le conflit et les déplacements massifs de population, a été encore aggravée par les incidences de la crise financière au Liban et la pandémie de COVID-19, ce qui a ébranlé durablement les moyens d'existence. En outre, la prévalence à l'échelle nationale de la malnutrition chronique s'élevait à 12,6 pour cent en 2019 (enquête SMART³), atteignant même 22 pour cent dans certains gouvernorats. Cette révision vise à intensifier l'appui apporté aux réfugiés vivant dans des camps et aux ménages en situation d'insécurité alimentaire grave en organisant des distributions de vivres et, pour les enfants âgés de 6 à 23 mois, en fournissant des aliments nutritifs spécialisés. Elle permet de venir en aide à 3 384 250 bénéficiaires

³ SMART désigne le suivi et l'évaluation normalisés des phases de secours et de transition.

supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 11 270 750, pour un coût de 109,6 millions de dollars.

Révisions et augmentations budgétaires approuvées par le Directeur exécutif en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués

12. **La troisième révision du PSP pour le Soudan (2019–2023)** permet d'adapter les programmes menés dans le cadre du PSP pour contribuer à bâtir un système national de protection sociale relevant du programme gouvernemental de soutien aux familles. Le PAM intensifiera progressivement son appui à ce programme en vue d'atteindre 600 000 ménages d'ici à la mi-2021 au moyen de transferts de type monétaire. Il apporte également une assistance technique pour le programme, notamment: en mettant en place un dispositif informatisé fiable pour exécuter les transferts et les paiements associés; en établissant un mécanisme de réclamation et de remontée de l'information qui permette de rendre des comptes aux bénéficiaires et d'améliorer l'exécution du programme; et en assurant la formation en cours d'emploi et le renforcement des capacités des fonctionnaires du Gouvernement qui participent au projet. En outre, cette révision intègre: des initiatives relatives à la chaîne d'approvisionnement destinées à renforcer les systèmes alimentaires locaux grâce à la remise en état des silos en vue d'améliorer la filière du sorgho; la réparation de trois tronçons du réseau ferroviaire soudanais; la location de longue durée de deux locomotives, afin de réduire de manière substantielle les coûts de transport des produits alimentaires; et l'amélioration du système soudanais de contrôle de la qualité pour les produits agricoles. Le coût total de la révision s'élève à 352,3 millions de dollars.
13. **La deuxième révision du PSP pour l'Éthiopie (2020–2025)** vise à aider le Gouvernement à pourvoir aux besoins immédiats des personnes qui doivent faire face à une insécurité alimentaire croissante. Le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance alimentaire en Éthiopie devrait augmenter en 2021 en raison de multiples facteurs, tels que les épisodes de sécheresse (La Niña), des inondations, des invasions de criquets pèlerins et la crise en cours au Tigré, qui a entraîné des déplacements massifs. Le Gouvernement n'aura pas les moyens de couvrir ses besoins nets en blé au moyen de ses chaînes d'approvisionnement et le PAM a été contacté pour faciliter l'achat de blé et assurer des livraisons vers diverses destinations. Le blé devrait être distribué dans les zones où le Gouvernement met en œuvre ses interventions de secours dans le cadre du plan d'action humanitaire et d'un programme de filets de sécurité fondé sur des activités productives. Cette révision augmente le budget du PSP de manière à pouvoir acheter 600 000 tonnes de blé, ce qui sera géré avec le Gouvernement sur la base du recouvrement intégral des coûts. Le coût total de la révision s'élève à 270,0 millions de dollars.
14. **La sixième révision du PSP pour la République-Unie de Tanzanie (2017–2022)** prolonge les opérations de 12 mois pour que les populations vulnérables continuent de recevoir une assistance vitale, et pour que le prochain PSP concorde avec le nouveau Plan-cadre de coopération, qui sera mis en œuvre à compter du 1^{er} juillet 2022. Le nombre de réfugiés devrait progressivement diminuer dans le pays grâce à un processus de rapatriement volontaire, qui entraîne à son tour la révision à la baisse du nombre de bénéficiaires du PSP. L'accès aux marchés étant limité, la révision vise à organiser des distributions de vivres pour les réfugiés, et des transferts de type monétaire au profit des ménages urbains vulnérables qui ont été touchés par les difficultés économiques engendrées par la COVID-19. La distribution d'aliments nutritifs spécialisés et de micronutriments en poudre sera maintenue dans le cadre du programme de nutrition pour permettre le traitement de la malnutrition aiguë modérée, la prévention du retard de croissance et la lutte contre les carences en micronutriments. La révision diminue le nombre de bénéficiaires de 299 030, ce qui porte le total à 508 828 personnes, pour un coût de 64,0 millions de dollars.

15. **La troisième révision du PSP pour le Népal (2019–2023)** vise à permettre au PAM de faire face à l'augmentation des besoins due à la détérioration de la situation sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition que la pandémie de COVID-19 a provoquée. Un exercice d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité réalisé en septembre 2020 en utilisant la téléphonie mobile a confirmé les répercussions importantes de la pandémie sur la vie et les moyens d'existence des personnes concernées. Onze pour cent des ménages interrogés ont fait état de pertes d'emploi et 31 pour cent ont signalé une baisse de revenus, en particulier les travailleurs salariés agricoles et les travailleurs migrants. Un cinquième de tous les ménages interrogés ont mentionné une consommation alimentaire inadéquate et 43 pour cent des enfants âgés de 6 à 23 mois continuaient d'avoir un régime alimentaire peu varié. Fort de ces constatations, le PAM a intensifié son assistance assurée sous forme de vivres ou de transferts de type monétaire pour accompagner les ménages touchés par la pandémie, et renforcé son appui technique à la préparation aux situations d'urgence et à la coordination du module de la logistique. Cette révision entraîne également un accroissement de l'appui apporté au programme gouvernemental relatif à la santé et à la nutrition maternelles et infantiles, au programme national de repas scolaires et aux initiatives locales liées à l'enrichissement des aliments. Elle permet de venir en aide à 280 793 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 1 633 327, pour un coût de 15,0 millions de dollars.
16. **La quatrième révision du PSPP pour Cuba (2020–2021)** vise à faire face à l'aggravation de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire provoquée par des phénomènes climatiques et la COVID-19. Dans le cadre de cette révision, le PAM accroîtra l'aide apportée aux groupes vulnérables sur le plan nutritionnel en distribuant dans les cantines communautaires du lait et du Super Cereal aux bénéficiaires touchés par la pandémie. Compte tenu de l'intensité accrue de la saison des ouragans, les stocks de vivres prépositionnés seront reconstitués afin d'assurer une intervention rapide, tandis que les entités publiques bénéficieront d'activités visant à renforcer leurs capacités dans le domaine de la gestion des risques de catastrophe et des risques climatiques. Le PAM vise également à renforcer les systèmes alimentaires locaux afin d'élargir l'éventail d'aliments de qualité fournis par l'intermédiaire des programmes de filets de protection sociale. Cette révision permet de venir en aide à 1 323 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte à 999 707 le nombre total de bénéficiaires, pour un coût de 3,7 millions de dollars.

Révisions approuvées par les directeurs régionaux en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués

17. **La deuxième révision du PSP pour l'Iraq (2020–2024)** vise à remédier aux lourdes conséquences de la COVID-19, qui a aggravé la vulnérabilité et la pauvreté de millions de personnes dans le pays. Les mesures de précaution adoptées telles que les confinements et les restrictions à la mobilité étaient indispensables, mais elles ont entraîné des pertes importantes en matière de moyens d'existence, qui ont à leur tour affaibli la capacité des ménages à satisfaire leurs besoins essentiels. La chute drastique des cours mondiaux du pétrole s'est également répercutée sur les recettes du Gouvernement, limitant sa capacité à financer les programmes de filets de protection sociale. À l'heure actuelle, 2,3 millions d'Iraqiens ont besoin d'une assistance alimentaire et d'un appui aux moyens d'existence, les personnes vivant dans des camps étant les plus rudement touchées. Cette révision a pour objet: d'intensifier l'aide destinée aux personnes déplacées et aux réfugiés, apportée sous la forme de rations alimentaires familiales; de fournir des transferts de type monétaire aux Iraqiens vulnérables touchés par les restrictions sanitaires liées à la pandémie; de fournir un appui aux moyens d'existence en milieu urbain; et de reprendre le programme d'alimentation scolaire qui avait été suspendu à la suite de la fermeture des écoles. La révision permet de venir en aide à 611 804 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 1 700 574, pour un coût de 49,3 millions de dollars.

18. **La première révision du PSP pour le Nicaragua (2019–2023)** permet d'augmenter l'aide apportée aux populations vulnérables touchées par des phénomènes climatiques extrêmes comme des ouragans et des épisodes de sécheresse, dont les répercussions ont été encore aggravées par la pandémie de COVID-19. Par leur violence et leur succession rapide, les ouragans Eta et Iota ont fortement endommagé les infrastructures, les actifs productifs et les ressources agricoles de 26 municipalités, menaçant la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations touchées ainsi que leur capacité à récupérer dans les mois à venir. La pandémie a eu de lourdes répercussions socioéconomiques en raison de la réduction des échanges commerciaux, de la paralysie du tourisme et de la contraction de l'activité dans des secteurs économiques clés, tels que le commerce et les exportations. Cette révision vise à : amplifier les distributions de vivres et renforcer l'appui aux moyens d'existence au profit des populations touchées par les ouragans; élargir la couverture des activités d'alimentation scolaire dans le couloir de la sécheresse; et distribuer des produits nutritifs spécialisés pour les enfants vulnérables âgés de 6 à 59 mois et les femmes enceintes ou allaitantes. Afin d'atténuer l'impact des chocs naturels, le PAM renforcera la coordination de la logistique humanitaire et apportera un appui technique au système national de prévention des catastrophes, d'atténuation de leurs effets et d'intervention. La révision permet de venir en aide à 202 000 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 624 000, pour un coût de 31,3 millions de dollars.
19. **La sixième révision du PSP pour l'État de Palestine (2018–2022)** vise à répondre aux besoins urgents qui sont dus à l'instabilité persistante, aux troubles civils, aux restrictions commerciales et à l'apparition de la COVID-19, qui a entraîné la perte de moyens d'existence et une hausse connexe de l'insécurité alimentaire. D'après les estimations du dernier plan d'intervention humanitaire, 2 millions de Palestiniens sont exposés à l'insécurité alimentaire et auront besoin d'un appui pour conserver leurs moyens d'existence en 2021, que ceux-ci soient liés à l'agriculture, à l'élevage ou à la pêche. La révision prévoit d'organiser des transferts de type monétaire, des distributions de vivres et des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements au profit des ménages en situation de forte insécurité alimentaire et touchés par la pandémie. Pour renforcer la résilience, le PAM et ses partenaires cibleront les ménages dirigés par une femme et s'attacheront à développer les compétences et les capacités des femmes ayant des besoins spéciaux par la voie de formations relatives à l'agriculture et à la transformation des denrées alimentaires. Afin d'améliorer la qualité des programmes fondés sur les transferts de type monétaire, les partenaires bénéficieront également de la mise en place d'une plateforme spéciale d'exécution des transferts. Cette révision permet de venir en aide à 9 170 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 435 170, pour un coût de 27,6 millions de dollars.
20. **La cinquième révision du PSP pour le Honduras (2018–2022)** permet d'apporter une assistance d'urgence aux populations vulnérables dont la sécurité alimentaire s'est dégradée après le passage des ouragans Eta et Iota. Ces phénomènes climatiques extrêmes ont touché jusqu'à 2,9 millions de personnes au Honduras, aggravant les conséquences désastreuses de la récession causée par la COVID-19; en outre, ils ont accru le risque que la récolte de janvier 2021 ne s'avarie, ce qui pourrait faire passer à 2,3 millions le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire grave. La révision vise donc à accroître le niveau d'assistance apporté aux populations touchées par des chocs en conjuguant des transferts de type monétaire à des bons-produits et des bons-valeur. Les activités de renforcement des capacités seront également développées, notamment concernant les capacités des entités publiques compétentes en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise; dans le même temps, le PAM devrait fournir des services à la demande pour que les partenaires gouvernementaux et humanitaires puissent pourvoir aux besoins essentiels en aliments et en articles non alimentaires. Cette révision

permet de venir en aide à 383 000 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 2 638 493, pour un coût de 24,8 millions de dollars.

21. **La troisième révision du PSPP pour Cuba (2020–2021)** visait à permettre la poursuite des activités menées à Cuba pendant une période de quatre mois (de mars à juin 2021), en attendant le début de la mise en œuvre du PSP (en juillet 2021 au lieu de mars comme initialement prévu). La révision ne prévoyait aucune modification de la stratégie du PSPP ni des modalités de transfert. Son coût total s'est élevé à 2,9 millions de dollars.
22. **La deuxième révision du plan stratégique multipays provisoire pour les Caraïbes (2020-2021)** vise à atténuer les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les populations vulnérables en situation d'insécurité alimentaire et à renforcer les dispositifs de préparation aux situations d'urgence et d'intervention des gouvernements pour leur permettre de mieux résister aux chocs climatiques dans la région des Caraïbes. Cette révision vise à continuer de renforcer l'action menée par les gouvernements pour faire face aux répercussions socioéconomiques de la COVID-19, en mettant l'accent sur les partenariats et en exploitant les ressources du PAM en vue d'instaurer un changement systémique à long terme. Demeurent prévus la fourniture d'une assistance technique à l'Agence caraïbe pour les secours d'urgence en cas de catastrophe naturelle, et le renforcement du prépositionnement de lots alimentaires avant que la saison des ouragans ne se déclare. Le coût total de la révision s'élève à 2,0 millions de dollars.
23. **La troisième révision du PSP pour la Tunisie (2018–2021)** écourte la durée du PSP de 12 mois pour que le PSP suivant coïncide au mieux avec le cycle du Plan-cadre de coopération, tout en intensifiant l'appui apporté au système national de protection sociale, qui doit faire face à un accroissement de la demande depuis le déclenchement de la pandémie de COVID-19. Étant donné les résultats d'un exercice d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité réalisé en juillet 2020 en utilisant la téléphonie mobile, la révision vise à renforcer l'appui apporté à la faveur de filets de protection, grâce à la mise en place d'un projet pilote de distribution de bons-produits destinés aux personnes vulnérables touchées par la pandémie. Elle permet de venir en aide à 7 500 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le total des bénéficiaires à 10 185, pour un coût de 64 594 dollars.

Révisions approuvées par les directeurs de pays en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués

24. **La sixième révision du PSP pour le Myanmar (2018–2022)** vise à empêcher toute détérioration supplémentaire de la situation sur le plan de la sécurité alimentaire causée par l'émergence de la pandémie de COVID-19 et à faire face aux préoccupations liées à la sécurité qu'a engendrées le coup d'État mené le 1^{er} février 2021. Une hausse des prix des denrées alimentaires et du carburant a été observée tandis que les chaînes d'approvisionnement et les marchés commencent à pâtir des troubles politiques. Cette hausse des prix est exacerbée par la quasi-paralysie du secteur bancaire, le ralentissement des envois de fonds et les pénuries d'espèces à grande échelle. La révision vise donc à renforcer considérablement l'action menée par le Gouvernement et les partenaires en établissant une plateforme commune consacrée aux services de transferts de type monétaire à la demande, afin d'aider les ménages à satisfaire leurs besoins essentiels. Le coût total de la révision s'élève à 9,9 millions de dollars.
25. **La deuxième révision du PSP pour le Nicaragua (2019–2023)** vise à tenir compte de la complexité du contexte dans lequel est mené le PSP, marqué par une série de phénomènes climatiques extrêmes, la pandémie de COVID-19, la plus grande fréquence de la pauvreté et la hausse de l'insécurité alimentaire. En novembre 2020, les ouragans Eta et Iota ont balayé le Nicaragua, faisant des victimes et dévastant les infrastructures et les actifs productifs. Parallèlement, le couloir de la sécheresse dans la région du Pacifique continue d'être touché par des épisodes de sécheresse et des pluies irrégulières qui compromettent la production

agricole et partant, l'accès à l'alimentation de la population rurale qui en est tributaire. En outre, en raison des répercussions socioéconomiques de la pandémie de COVID-19, l'accès aux envois de fonds, qui constituent une source importante de revenus pour les ménages pauvres, s'est restreint. En conséquence, la révision a pour objet: d'accompagner les populations touchées par les ouragans en distribuant des intrants agricoles, y compris des semences, des tubercules et des animaux de ferme, afin que les bénéficiaires puissent se préparer à la prochaine récolte; de mettre à la disposition des nouveaux ménages périurbains à faible revenu vivant dans le couloir de la sécheresse des jardins potagers, des éco-fourneaux et des systèmes de collecte et de filtrage de l'eau pour leur permettre de consommer des aliments sains et de réduire l'utilisation du bois; et de prévoir des travaux de rénovation dans les écoles ciblées. La révision permet de venir en aide à 3 000 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le total des bénéficiaires à 627 000, pour un coût de 9,8 millions de dollars.

26. **La deuxième révision du PSP pour le Malawi (2019–2023)** vise à faire face aux conséquences catastrophiques de la pandémie de COVID-19 et des chocs naturels, en renforçant les capacités du Gouvernement et des partenaires à lutter contre la pandémie. Alors que les organismes humanitaires intensifient leurs activités pour appuyer les interventions gouvernementales, il est indispensable d'augmenter les services relatifs à la logistique et aux chaînes d'approvisionnement pour remédier aux défaillances et faire en sorte que l'assistance parvienne aux communautés sinistrées. Dans le cadre de la révision, des structures de stockage pour les articles alimentaires et non alimentaires seront fournies, notamment du matériel pour abris et des équipements de protection individuelle pour les travailleurs sanitaires du Gouvernement, des organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales (ONG). Des services de transport de passagers seront assurés pour la communauté d'aide humanitaire, afin de faciliter l'accès aux zones qui sont isolées du fait des inondations, y compris dans des lieux où le niveau des eaux devrait rester élevé. À la demande du Gouvernement, les capacités de test nationales seront renforcées en déployant des conteneurs-laboratoires dans les principaux postes-frontières, tandis que des unités de stockage mobiles seront fournies à des fins de dépistage, de mise à l'isolement et de traitement dans les districts à risque élevé. Le coût total de la révision s'élève à 8,7 millions de dollars.
27. **La deuxième révision du PSP pour l'Arménie (2019–2024)** vise à répondre aux besoins croissants liés au conflit qui frappe le Haut-Karabakh et à la pandémie de COVID-19. Avant le conflit, on estimait que jusqu'à 700 000 Arméniens vivaient en dessous du seuil de pauvreté, et la pandémie n'a fait qu'aggraver la situation. En partenariat avec le Gouvernement, le PAM coordonnera des évaluations de la vulnérabilité pour connaître la situation des arrivants spontanés et des populations d'accueil sur le plan de la sécurité alimentaire. La révision prévoit également d'aider ces groupes de population au moyen de transferts de type monétaire afin d'éviter toute nouvelle dégradation de leur situation sur le plan de la sécurité alimentaire. Par ailleurs, le PAM continuera de fournir des services à la demande et un appui technique dans le cadre de l'intervention menée face à la COVID-19. La révision permet de venir en aide à 74 000 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le total des bénéficiaires à 222 500 pour un coût de 8,4 millions de dollars.
28. **La quatrième révision du PSP pour le Cambodge (2019–2023)** vise à atténuer les répercussions de la pandémie de COVID-19 et les chocs naturels qui ont ébranlé les moyens d'existence et provoqué un recul marqué, voire l'arrêt de l'activité économique. En octobre 2020, des inondations massives ont touché quelque 175 000 ménages et aggravé l'incidence économique de la COVID-19, en particulier pour les ménages démunis dont la résilience est limitée. Dans le même temps, la survenance fréquente de tempêtes tropicales, d'inondations et d'autres aléas climatiques tels que les épisodes de sécheresse, associée aux nouveaux chocs liés à la pandémie, a mis en relief l'importance de la préparation aux situations d'urgence et de l'atténuation des effets des catastrophes. La présente révision

permet de venir en aide à un nombre accru de personnes touchées par la pandémie et les inondations moyennant des transferts de type monétaire; elle contribue aussi à appuyer le développement d'une planification et d'infrastructures au niveau infranational afin de renforcer les capacités de récupération après les inondations et de réduire les risques de catastrophe au profit des communautés exposées aux inondations. Les capacités nationales seront également augmentées grâce à des mesures de réduction des risques de catastrophe, notamment des travaux de recherche approfondis, des évaluations, la surveillance des risques et l'intégration des systèmes d'information. La révision permet de venir en aide à 123 625 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le total des bénéficiaires à 671 447, pour un coût de 7,9 millions de dollars.

29. **La deuxième révision du PSP pour le Lesotho (2019–2024)** fait suite à la dégradation de la situation sur le plan de la sécurité alimentaire, exacerbée par le déclin économique général, la sécheresse, la production céréalière inférieure à la moyenne, la flambée des prix des denrées alimentaires et les répercussions de la pandémie de COVID-19. Cette révision vise à: continuer de fournir une assistance d'urgence sous une forme mixte combinant transferts de type monétaire et bons-produits pour les populations touchées par la sécheresse et la pandémie; intensifier l'assistance technique apportée au Ministère des forêts, des parcs et de la conservation des sols pour concevoir et mettre en œuvre des programmes de travaux publics à dimension nutritionnelle répondant aux besoins des communautés; intégrer un nouvel accord de prestation de services qui permette l'achat d'articles non alimentaires pour le compte de partenaires humanitaires; et promouvoir des pratiques nutritionnelles saines au niveau des ménages au moyen d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements. Le coût total de la révision s'élève à 7,0 millions de dollars.
30. **La cinquième révision du PSP pour le Kirghizistan (2018–2022)** vise à renforcer la sécurité alimentaire des populations vulnérables touchées par la pandémie de COVID-19, la hausse des prix des denrées alimentaires et des aléas naturels. Le Gouvernement kirghize estime que 1 million de personnes ont perdu leur emploi ou d'autres sources de revenus sous l'effet de la pandémie et sont venus grossir les rangs des "nouveaux pauvres". Pays sans littoral, le Kirghizistan a été durement frappé par les fermetures de frontières et la hausse des prix des importations alimentaires. Au début de l'année 2021, l'envolée de ces prix a entravé l'accès à l'alimentation, car le prix des aliments de base, notamment le blé et la farine, a augmenté de 25 à 30 pour cent depuis que la pandémie a éclaté. De plus, le pays est fortement exposé à une série de catastrophes naturelles, comme des tremblements de terre, des avalanches, des inondations saisonnières et des glissements de terrain, qui causent des pertes humaines et financières considérables. Cette révision vise à intensifier l'assistance d'urgence en conjuguant les transferts de type monétaire et les distributions de vivres pour les populations touchées par des chocs, tout en développant la création d'actifs et l'appui à la formation pour les personnes ayant subi une dégradation importante de leurs moyens d'existence. Elle permet de venir en aide à 198 031 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le total des bénéficiaires à 932 936, pour un coût de 6,8 millions de dollars.
31. **La première révision du PSP pour Madagascar (2019–2024)** fait suite à une dégradation de la situation sur le plan de la sécurité alimentaire causée par une série de phénomènes climatiques défavorables et les répercussions de la pandémie de COVID-19. Le pire épisode de sécheresse survenu depuis quatre décennies a détruit les récoltes et entravé l'accès des populations à l'alimentation; selon les prévisions, la vulnérabilité devrait encore s'accroître dans la seconde moitié de l'année 2021. En mai 2021, on estimait que 1,14 million de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë dans le sud de Madagascar, dont 14 000 étaient en situation d'insécurité alimentaire critique. L'accès du personnel humanitaire aux zones touchées continue d'être entravé par le mauvais état du réseau routier et les restrictions dues à la COVID-19 ont considérablement réduit la fréquence des vols commerciaux et du transport de marchandises, retardant l'arrivée de l'assistance

humanitaire. Pour renforcer l'intervention d'urgence, la révision introduit une composante concernant le Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies (UNHAS) pour permettre le déploiement rapide du personnel humanitaire dans les régions les plus touchées au sud du pays, et la livraison en temps utile des cargaisons indispensables à la survie dans les zones reculées. Le coût total du projet s'élève à 6,4 millions de dollars.

32. **La deuxième révision du plan stratégique multipays provisoire de transition pour l'Amérique latine (2020–2021)** permet de renforcer les activités menées dans le domaine de l'alimentation scolaire et de la prestation de services pour atténuer les répercussions de l'insécurité alimentaire dans les zones vulnérables de la République bolivarienne du Venezuela. Cette révision accroît l'appui apporté aux élèves des écoles ciblées de l'État de Falcón et augmente l'intervention humanitaire en fournissant aux partenaires concernés des services de logistique et de coordination de l'action relative à la sécurité alimentaire. Elle permet de venir en aide à 42 000 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le total des bénéficiaires à 258 666, pour un coût de 6,1 millions de dollars.
33. **La deuxième révision du PSPP pour la Guinée (2019–2022)** vise à remédier aux problèmes logistiques qui ont suivi l'épidémie de maladie à virus Ebola survenue le 14 février 2021 à Gouéké, une communauté rurale dans la région du sud-est de N'Zérékoré. Il s'agissait de la première résurgence du virus dans le pays depuis l'épidémie de 2013–2016, qui avait fait plus de 11 300 morts en Afrique de l'Ouest, l'épidémie d'Ebola la plus meurtrière jamais enregistrée. Au 15 mars 2021, 14 cas d'Ebola confirmés avaient été consignés. Ebola ressurgit alors que la Guinée subit les effets directs et indirects de la pandémie de COVID-19: début mars 2021, on comptait plus de 16 000 cas confirmés et 91 décès à l'hôpital, et le nombre de cas augmentait tandis que la deuxième vague frappait le pays. Les plus vulnérables pâtissent des répercussions de cette situation sur la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens d'existence, plus de la moitié de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté. La révision amplifie les interventions humanitaires en faisant appel à l'UNHAS afin d'assurer l'acheminement sûr et fiable des équipes d'intervention immédiate jusqu'à l'épicentre de l'épidémie d'Ebola. Le PAM fournira également des services liés à la chaîne d'approvisionnement, à savoir la mise en place d'installations de stockage et l'achat d'articles non alimentaires et de matériel essentiel. Le coût total de la révision s'élève à 4,9 millions de dollars.
34. **La cinquième révision du PSP pour le Kenya (2018–2023)** renforce jusqu'à la fin du PSP la prestation de services à la demande et les services d'approvisionnement du PAM assurés au profit du Gouvernement et des partenaires, dans une approche de "services de soutien communs" qui s'inscrit parfaitement dans la réforme du système des Nations Unies pour le développement. Avec plus de 60 entités des Nations Unies présentes au Kenya, ainsi que de nombreuses ONG internationales et locales, la révision permet d'offrir aux partenaires une gamme de services, notamment des services de transport et d'achat, des tarifs de livraison et de transport préférentiels, des capacités d'entreposage à Mombasa et à Nairobi et des connaissances sur les évaluations des chaînes d'approvisionnement et des marchés dans 11 emplacements pour rationaliser les opérations et améliorer le rapport coût-efficacité. La révision prévoit également un ajustement à la hausse du nombre de bénéficiaires d'assurance des récoltes en vue de tenir compte des chiffres prévisionnels pour 2021–2022, sans incidence sur le budget de portefeuille de pays. Elle permet de venir en aide à 68 000 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le total des bénéficiaires à 3 292 000, pour un coût de 1,0 million de dollars.

ANNEXE

PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES ET PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES DE TRANSITION APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1^{ER} JANVIER ET LE 30 JUIN 2021					
Pays	Intitulé	Domaine d'action privilégié	Budget approuvé	Coût de la révision	Budget révisé
			Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)
Révisions et augmentations budgétaires approuvées conjointement par le Directeur exécutif et le Directeur général de la FAO					
Nigéria	Plan stratégique de pays (2019–2022)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	771 021 546	664 629 321	1 435 650 867
Ouganda	Plan stratégique de pays (2018–2025)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience/causes profondes	1 265 814 889	538 851 796	1 804 666 685
Burkina Faso	Plan stratégique de pays (2019–2023)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	437 110 159	291 599 313	728 709 472
Mozambique	Plan stratégique de pays (2017–2022)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience/causes profondes	805 876 566	281 191 035	1 087 067 601
Haïti	Plan stratégique de pays (2019–2023)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	271 426 928	188 450 962	459 877 890
Zimbabwe	Plan stratégique de pays (2017–2021)	Intervention face à une crise	646 700 952	182 596 775	829 297 727
République arabe syrienne	Plan stratégique de pays provisoire (2019–2021)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	2 969 830 945	109 641 639	3 079 472 585

PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES ET PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES DE TRANSITION APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1^{ER} JANVIER ET LE 30 JUIN 2021					
Pays	Intitulé	Domaine d'action privilégié	Budget approuvé	Coût de la révision	Budget révisé
			Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)
Révisions et augmentations budgétaires approuvées par le Directeur exécutif en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués					
Soudan	Plan stratégique de pays (2019–2023)	Intervention face à une crise	2 345 082 421	352 300 344	2 697 382 765
Éthiopie	Plan stratégique de pays (2020–2025)	Intervention face à une crise	3 021 775 253	270 022 465	3 291 797 717
République-Unie de Tanzanie	Plan stratégique de pays (2017–2022)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	356 755 759	64 031 975	420 787 733
Népal	Plan stratégique de pays (2019–2023)	Causes profondes/ intervention face à une crise/renforcement de la résilience	126 640 823	15 011 402	141 652 225
Cuba	Plan stratégique de pays provisoire (2020–2021)	Intervention face à une crise/causes profondes/ renforcement de la résilience	11 733 493	3 732 119	15 465 613
Révisions approuvées par les directeurs régionaux en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués					
Iraq	Plan stratégique de pays (2020–2024)	Renforcement de la résilience/intervention face à une crise	472 549 177	49 311 162	521 860 339
Nicaragua	Plan stratégique de pays (2019–2023)	Intervention face à une crise	68 370 439	31 257 156	99 627 595

PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES ET PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES DE TRANSITION APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1^{ER} JANVIER ET LE 30 JUIN 2021					
Pays	Intitulé	Domaine d'action privilégié	Budget approuvé	Coût de la révision	Budget révisé
			Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)
État de Palestine	Plan stratégique de pays (2018–2022)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	290 891 931	27 633 408	318 525 339
Honduras	Plan stratégique de pays (2018–2022)	Intervention face à une crise	191 214 928	24 845 448	216 060 377
Cuba	Plan stratégique de pays provisoire (2020–2021)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	8 834 788	2 898 706	11 733 493
Caraïbes	Plan stratégique multipays provisoire (2020–2021)	Intervention face à une crise	26 026 728	2 047 172	28 073 900
Tunisie	Plan stratégique de pays (2018–2021)	Causes profondes	4 843 272	64 594	4 907 865
Révisions approuvées par les directeurs de pays en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués					
Myanmar	Plan stratégique de pays (2018–2022)	Intervention face à une crise	427 604 172	9 939 795	437 543 967
Nicaragua	Plan stratégique de pays (2019–2023)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	99 627 595	9 753 927	109 381 522
Malawi	Plan stratégique de pays (2019–2023)	Intervention face à une crise	621 084 843	8 657 481	629 742 324
Arménie	Plan stratégique de pays (2019–2024)	Intervention face à une crise	32 134 824	8 383 899	40 518 723

PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES ET PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES DE TRANSITION APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1^{ER} JANVIER ET LE 30 JUIN 2021					
Pays	Intitulé	Domaine d'action privilégié	Budget approuvé	Coût de la révision	Budget révisé
			Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)
Cambodge	Plan stratégique de pays (2019–2023)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	72 460 500	7 887 450	80 347 950
Lesotho	Plan stratégique de pays (2019–2024)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	111 302 203	7 027 731	118 329 934
Kirghizistan	Plan stratégique de pays (2018–2022)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	61 865 386	6 769 318	68 634 703
Madagascar	Plan stratégique de pays (2019–2024)	Intervention face à une crise	297 424 041	6 356 981	303 781 022
Amérique latine	Plan stratégique multipays provisoire de transition (2020–2021)	Intervention face à une crise	40 933 296	6 082 191	47 015 486
Guinée	Plan stratégique de pays provisoire (2019–2022)	Intervention face à une crise	56 487 435	4 878 338	61 365 773
Kenya	Plan stratégique de pays (2018–2023)	Intervention face à une crise	1 093 320 922	1 041 395	1 094 362 317
Coût total des révisions pour le PAM: 3,18 milliards de dollars					

Liste des sigles utilisés dans le présent document

COVID-19	maladie à coronavirus 2019
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
ONG	organisation non gouvernementale
PSP	plan stratégique de pays
PSPP	plan stratégique de pays provisoire
PSPP-T	plan stratégique de pays provisoire de transition
SMART	Suivi et évaluation normalisés des phases de secours et de transition;
UNHAS	Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies